

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

TN/DS/M/12

19 janvier 2004

(04-0154)

---

Session extraordinaire de l'Organe de règlement des différends  
20, 21 et 23 mai 2003

## COMPTE RENDU DE LA RÉUNION

tenue au Centre William Rappard  
les 20, 21 et 23 mai 2003

*Président: M. Péter Balás (Hongrie)*

Avant l'adoption de l'ordre du jour, le Président a souhaité la bienvenue aux participants à la douzième Session extraordinaire et a dit que l'ordre du jour proposé comportait deux points, à savoir: i) examen du "texte du Président" et ii) "Autres questions". Il a rappelé qu'à la réunion informelle de la Session extraordinaire tenue le 5 mai, il avait informé les Membres de son intention de faire distribuer un "texte du Président" sous sa propre responsabilité et aux fins d'examen par les participants, ajoutant que ce texte avait été distribué sous la cote JOB(03)/91 dans les trois langues de travail de l'OMC et qu'il était disponible dans la salle de réunion. Il a dit également que deux nouveaux documents avaient été distribués: une proposition révisée de la Jordanie, sous la cote TN/DS/W/55, et une proposition de la Chine, sous la cote TN/DS/W/56. Il a ajouté que compte tenu du peu de temps qui restait avant la fin du mois de mai, il serait plus productif que les Membres se concentrent sur l'examen de son texte au titre du point 1 de l'ordre du jour. Il a précisé que les délégations pouvaient faire des déclarations générales sur le programme de travail futur et formuler des observations spécifiques sur le projet de "texte du Président". Il a dit que son intention était de passer au mode informel pour que les Membres puissent formuler des observations détaillées sur le texte et avoir un échange de vues franc. Il a dit aussi qu'après la réunion, il tiendrait des réunions informelles avec les Membres, sous différentes formes et selon des configurations diverses, pour forger un consensus à propos de certains éléments du texte. Indiquant qu'il ne comptait pas soulever de question au titre des "Autres questions", il a demandé si d'autres délégations en avaient l'intention. Étant donné qu'il n'y avait aucune demande de la part des participants, le point relatif aux "Autres questions" a été retiré de l'ordre du jour.

### **I. EXAMEN DU "TEXTE DU PRÉSIDENT"**

1. Le Président a dit que le projet de texte reprenait les propositions qui faisaient l'objet d'un haut niveau de convergence entre les Membres. Afin de recueillir le plus large soutien possible, il s'était efforcé d'établir, dans ce texte, un équilibre prudent entre les intérêts des Membres. Il a dit qu'en proposant ce texte, il gardait à l'esprit le fait que le Mémorandum d'accord sur le règlement des différends avait très bien fonctionné et que le but des négociations n'était pas d'édifier un nouveau système mais plutôt de clarifier le système en place et d'y apporter des modifications susceptibles d'en améliorer le fonctionnement. Il a dit également que les éléments proposés dans le texte couvraient tous les stades du processus de règlement des différends et qu'ils devaient permettre d'améliorer le fonctionnement du Mémorandum d'accord en clarifiant certaines dispositions et en instaurant de nouvelles règles et procédures. Parmi les éléments proposés figuraient: i) des dispositions spécifiques régissant la suspension ou la cessation des procédures à différents stades du processus; ii) l'instauration d'une phase de réexamen intérimaire et de renvoi au stade de l'Organe d'appel; iii) le renforcement des droits des tierces parties, tant au stade du groupe spécial qu'à celui de l'Organe

d'appel, et l'amélioration des conditions pour les Membres qui désirent être admis à participer aux consultations; iv) des précisions sur la question de la chronologie et des procédures améliorées au stade de la mise en œuvre; v) l'amélioration des dispositions relatives à la compensation; vi) le renforcement des prescriptions en matière de notification pour les solutions convenues d'un commun accord; vii) l'amélioration de la transparence et de l'accès aux versions non confidentielles des communications et viii) le renforcement des dispositions relatives au traitement spécial et différencié pour les pays en développement, aux différents stades de la procédure. Le texte proposé avait une portée très vaste sur le plan du développement. Outre les propositions visant à renforcer le traitement spécial et différencié, bon nombre de clarifications et d'améliorations systémiques profiteraient aux participants les plus faibles du système. De fait, une grande partie des éléments proposés dénotaient l'influence de propositions émanant des pays en développement. Le texte ne prétendait pas être exhaustif. En fait, il faisait abstraction de plusieurs propositions formulées par des participants, pour la simple raison que ces propositions ne bénéficiaient pas d'un soutien important. La note introductive faisait clairement ressortir que certaines propositions intégrées au texte appelaient même de nouvelles discussions. Il s'agissait, entre autres, des propositions portant sur le traitement des renseignements commerciaux confidentiels et sur l'élaboration de principes directeurs concernant la charge des frais de procédure.

2. Le représentant du Costa Rica a pris note avec satisfaction du "texte du Président", ajoutant que ce texte reflétait le contenu des discussions tenues jusque-là et qu'il semblait contenir les éléments nécessaires pour parvenir à un accord avant la fin du mois de mai, conformément au mandat confié par les Ministres à Doha. Il a dit que le Costa Rica était en faveur de l'adoption du texte même si certaines de ses propositions n'y étaient pas incluses. Le texte était équilibré et devait pouvoir constituer la base d'un consensus dans les jours à venir. Le mandat confié par les Ministres était sur le point d'expirer, d'où l'importance de conclure un accord le plus tôt possible et de le mettre en œuvre peu après, comme le prévoyait la Déclaration ministérielle de Doha. Une entente sur le Mémorandum d'accord enverrait un signal positif quant à la détermination des Membres à opérer des avancées dans tous les domaines; de plus, elle réaffirmerait le rôle de l'Organisation en tant que tribune principale de négociation commerciale.

3. L'intervenant a dit que la délégation de son pays était consciente de la nécessité d'élaborer plus avant certaines propositions intégrées au projet de texte. S'agissant des propositions qui n'étaient pas prises en compte, la délégation du Costa Rica abordait la question avec un esprit ouvert et pouvait souscrire à l'idée de négociations ultérieures. L'intervenant a dit qu'une décision tendant à proroger l'échéance des négociations ne devait pas préjuger de l'acceptation du texte proposé. En d'autres termes, un accord préliminaire sur le contenu des propositions ne devait pas constituer une condition préalable à l'acceptation de tout résultat, quel qu'il soit, pouvant être obtenu avant la fin du mois de mai. L'intervenant a souligné qu'il était important de garder les négociations relatives au Mémorandum d'accord en dehors du cadre de l'engagement unique, tout en donnant l'assurance que la délégation du Costa Rica jouerait un rôle constructif dans ces négociations.

4. La représentante de la Colombie a remercié le Président et le Secrétariat d'avoir élaboré et fait distribuer le projet de texte. Elle a dit que le texte pouvait être commodément divisé en deux sections. La première section comprenait l'introduction, les observations générales du Président sur le processus et son interprétation des positions adoptées par les Membres au cours des négociations. Elle fournissait aussi des orientations qui permettaient au lecteur de mettre les choses en perspective et d'acquérir une meilleure compréhension du document. La seconde section, qui portait davantage sur le fond, énonçait les amendements que le Président souhaitait voir instaurer sur la base des contributions des participants. La délégation colombienne pouvait souscrire aux principaux éléments contenus dans cette section du document. Le document était équilibré et contribuerait au renforcement du système de règlement des différends. Certes, le texte tendait à renforcer le caractère multilatéral du système, par exemple en préconisant des droits accrus pour les tierces parties, mais il

renforçait aussi la maîtrise du processus par les parties et leur conférait une plus grande latitude en ce qui concernait les échéances et la suspension des procédures à différents stades.

5. L'intervenante a dit que tout en appuyant les propositions présentées par le Président, la Colombie était consciente de la nécessité de poursuivre les travaux techniques pour finaliser certaines propositions. Plus précisément, la délégation colombienne souhaitait obtenir des clarifications sur la portée du troisième paragraphe de la note introductive. Il lui importait particulièrement de savoir si le mot "travail", dans cette section, renvoyait à l'ensemble des travaux découlant du mandat de Doha. D'après ce qu'avait compris la délégation colombienne, le Président tentait d'obtenir une prorogation du délai d'achèvement des négociations pour permettre l'examen des propositions contenues dans le projet de texte. Si tel était le cas, cette prorogation devait probablement intervenir avant la fin de mai.

6. Le Président a confirmé que la Colombie avait bien compris car il tentait uniquement d'obtenir l'adoption de la section du document intitulée "Propositions du Président", qui débutait à la page 3.

7. Le représentant de l'Uruguay a dit que depuis le début des négociations 15 mois auparavant, toutes les parties intéressées – les Membres, le Président et le Secrétariat – avaient travaillé d'arrache-pied pour remplir le mandat confié par les Ministres au titre du paragraphe 30 de la Déclaration ministérielle de Doha. Il ne restait que neuf jours avant la fin du mois de mai; de ce fait, le projet de texte (JOB(03)/91) élaboré par le Président en tant que résultat possible des négociations venait à point nommé. Étant donné que le Président avait fait distribuer ce document sous sa propre responsabilité, il ne fallait pas présumer que les éléments proposés, y compris les passages entre crochets, avaient reçu l'assentiment des Membres. L'intervenant a dit que même si la délégation de son pays avait quelques réserves au sujet de certains éléments du texte, elle le considérait comme une bonne base à partir de laquelle les Membres pouvaient élaborer et éventuellement adopter un document avant la fin de mai 2003. S'agissant de la note introductive du texte du Président, il a demandé des éclaircissements sur la déclaration selon laquelle l'acceptation du projet de texte par certains Membres était subordonnée à un accord en vue de négociations futures sur les propositions qui étaient importantes pour ces Membres mais qui n'étaient pas prises en compte dans le texte. Le concept de négociations futures n'était pas clair. S'agissait-il de reporter l'échéance de mai 2003 pour permettre aux négociations de se poursuivre au-delà de cette échéance ou alors d'entreprendre de nouvelles négociations dans quelques années? L'intervenant a dit que pour l'Uruguay, la question pertinente n'était pas de savoir si l'auteur d'une proposition attachait de l'importance à sa propre proposition mais plutôt s'il était parvenu à convaincre les autres Membres de la valeur de cette proposition, afin qu'elle puisse faire l'objet d'un consensus.

8. Le représentant de la Thaïlande a salué la distribution du texte du Président comme une initiative très opportune. D'après ce qu'avait compris la délégation thaïlandaise, le texte ne représentait pas le résultat final des négociations mais plutôt un résultat partiel fondé sur les discussions menées jusque-là. La délégation thaïlandaise était d'accord pour dire qu'il fallait encore du temps pour mener à bien la tâche confiée par les Ministres. Dans cette optique, l'intervenant a suggéré qu'un nouveau mandat soit obtenu dès que possible, pour permettre la poursuite des travaux. Afin que les propositions puissent être examinées à temps, il était souhaitable de fixer un délai pour la présentation de propositions par les participants. L'examen systématique des propositions présentées permettrait de parvenir à un accord global au terme des négociations.

9. Le représentant du Mexique a remercié le Président d'avoir fait distribuer le texte, ajoutant que ce dernier contenait plusieurs éléments auxquels la délégation de son pays pouvait souscrire. Il approuvait, en particulier, les propositions relatives au renforcement des droits des tierces parties, à la caducité des demandes de consultation et à la possibilité pour les parties à un différend de faire suspendre les procédures du groupe spécial ou de l'Organe d'appel. Il a dit que la délégation

mexicaine avait toutefois de sérieuses réserves au sujet du texte, sur au moins trois points fondamentaux. Premièrement, le texte ne résolvait pas le problème du manque d'incitations à se conformer aux recommandations et aux décisions de l'ORD. Il s'agissait là incontestablement du plus grand défi auquel le système de règlement des différends était confronté, mais au lieu de le résoudre, le texte semblait l'avoir aggravé. Par exemple, les règles proposées au chapitre de la compensation étaient trop complexes et pouvaient contrecarrer les efforts des parties à cet égard. Deuxièmement, dans d'autres domaines comme, par exemple l'article 21*bis*, le texte introduisait de nouvelles ambiguïtés et des procédures complexes qui, de l'avis du Mexique, ne justifiaient pas au regard des avantages mineurs qu'elles engendraient pour le système. L'intervenant a ajouté que ces préoccupations se conjugueraient aux nombreux problèmes d'ordre rédactionnel que la délégation mexicaine avait avec le texte. Troisièmement, le texte incluait quelques propositions, dont celles concernant le pouvoir de renvoi et les rapports intérimaires au stade de l'Organe d'appel, qui exigeaient manifestement de nouvelles discussions avant de pouvoir faire l'objet d'un consensus. Dans d'autres domaines, le texte se contentait de codifier la pratique existante, de sorte qu'il ajoutait très peu quant au fond. Pour conclure, l'intervenant a dit qu'il importait de respecter l'échéance de mai 2003 mais qu'il importait encore davantage de parvenir à une entente qui permette véritablement d'améliorer le fonctionnement du Mémorandum d'accord.

10. Le représentant de la Pologne a pris note avec satisfaction du texte du Président dont il a salué l'approche pragmatique, compte tenu des nombreuses propositions formulées par des Membres dont les points de vue avaient été façonnés par leur expérience du fonctionnement du Mémorandum d'accord depuis 1995. Le texte était globalement équilibré car il reconnaissait les différences de positions et d'intérêts entre divers segments de l'OMC. En outre, il était positif car il reconnaissait la nécessité d'accorder un traitement spécial et différencié aux pays en développement. Rappelant la déclaration du Président selon laquelle le texte n'était qu'un résultat partiel, l'intervenant a dit que la délégation de son pays considérait le projet de texte comme une bonne base pour la poursuite des travaux jusqu'à la fin de mai 2003, et au-delà de cette échéance en cas de prorogation du mandat.

11. Le représentant des Communautés européennes a remercié le Président et le Secrétariat d'avoir élaboré et distribué un texte très intéressant qui prenait en compte plusieurs propositions présentées par des Membres. Il a dit que les CE étaient toutefois déçues du fait que certaines de leurs propositions, axées sur des questions d'importance fondamentale, n'avaient pas été prises en compte. Il s'agissait, entre autres, des propositions relatives à la composition des groupes spéciaux et au contrôle multilatéral en matière de sanctions. L'intervenant a dit que de l'avis des CE, ces propositions devaient rester à l'étude et faire l'objet de négociations dans un proche avenir. Certes, les CE avaient souhaité un texte qui aille plus loin que ce qui était proposé par le Président, mais elles étaient disposées à accepter le projet de texte à titre de résultat partiel, en attendant la suite des négociations sur les questions qui ne pouvaient alors faire l'objet d'un consensus. L'adoption du texte du Président à la fin de mai 2003 et une décision allant dans le sens de la poursuite des négociations enverraient un signal positif quant à l'intérêt que les Membres portaient à ces négociations. Passant au contenu du texte, l'intervenant a dit que les CE souscrivaient à la plupart de ses éléments, tout en étant conscientes du fait que certains éléments devaient être élaborés plus avant. Elles se demandaient toutefois s'il était judicieux d'autoriser le réexamen d'un rapport de l'Organe d'appel. Une telle procédure pouvait saper l'efficacité de l'Organe d'appel et engendrer différents problèmes. Pour conclure, l'intervenant a dit que les CE étaient disposées à travailler d'arrache-pied et de manière constructive avec le Président et les Membres pour parvenir, avant la fin de mai 2003, à un résultat qui soit globalement acceptable pour les Membres.

12. Le représentant du Chili a remercié le Président et le Secrétariat pour l'élaboration et la distribution du projet de texte, ajoutant que la délégation de son pays était prête à l'accepter en tant que résultat partiel des négociations. Les autorités de son pays examinaient le texte mais il souhaitait faire les remarques préliminaires suivantes: i) le texte avait un contenu tout à fait substantiel car il tenait compte de plusieurs propositions présentées par les participants; ii) le texte comblait plusieurs

lacunes et clarifiait plusieurs dispositions du Mémorandum d'accord; iii) le texte apportait des améliorations dans plusieurs domaines où les Membres reconnaissaient depuis longtemps la nécessité de ces changements, ce qui dénotait le degré de maturité de ces questions et une convergence de vues entre les Membres; iv) la non-inclusion de certaines propositions dans le texte signifiait qu'elles n'étaient pas prêtes pour une décision; v) le texte était conforme au mandat confié par les Ministres à Doha; vi) le Chili souhaitait que soit clarifiée la chronologie définie aux articles 21 et 22 du Mémorandum d'accord et était en faveur de l'instauration d'une procédure permettant de déterminer la mise en conformité. Tout en souscrivant au principe du pouvoir de renvoi pour l'Organe d'appel, la délégation chilienne avait quelques doutes sur la formulation proposée dans le texte.

13. En ce qui concernait les propositions intégrées au texte mais exigeant de nouvelles discussions, la délégation chilienne espérait que ces propositions pourraient être clarifiées dans les jours suivants, étant donné que le mandat arrivait à expiration le 30 mai 2003. À cet égard, le Chili était disposé à travailler de manière constructive avec les autres Membres. S'agissant des propositions qui n'étaient pas prises en compte dans le texte, certaines d'entre elles étaient très positives et la délégation chilienne pouvait y souscrire. La délégation chilienne savait toutefois qu'il serait peut-être difficile de bâtir un consensus autour de certaines propositions dans le délai restant. Tout en étant favorable à la poursuite des négociations sur ces questions, elle était consciente du fait que la décision de poursuivre ou de ne pas poursuivre les négociations devait être prise par une instance supérieure. Compte tenu du peu de temps disponible, il serait plus productif que les Membres se concentrent sur le texte du Président afin de parvenir à un consensus autour de ce texte. La tâche s'annonçait difficile car certains Membres avaient encore de la difficulté avec certaines décisions proposées dans le texte. Il était très important de définir les dispositions à prendre dans le cadre de la Session extraordinaire afin de parvenir, dans les quelques jours qui restaient, à un accord qui soit acceptable pour tous les Membres. Le Chili attachait de l'importance au processus et il participerait aux débats de manière constructive.

14. Le représentant de la Norvège a dit accueillir avec satisfaction le texte du Président, ajoutant que les tentatives antérieures de clarification et d'amélioration du Mémorandum d'accord n'avaient produit aucun résultat positif. Beaucoup d'efforts avaient été consacrés à l'exercice en cours, et le souhait de la délégation norvégienne était que les Membres puissent parvenir à un accord sur le texte. Certes, le texte ne répondait peut-être pas aux attentes de certains Membres, mais il fallait faire preuve de souplesse et de réalisme. La Norvège, par exemple, voulait que le texte englobe les propositions visant l'instauration d'un système de membres permanents des groupes spéciaux, une plus grande ouverture du système de règlement des différends ainsi que le renforcement de la phase de mise en œuvre; cependant, elle était consciente du fait que ces propositions ne ralliaient pas suffisamment de suffrages parmi les Membres. Il était impératif que les Membres réduisent leurs attentes et qu'ils perçoivent clairement ce qui était faisable à ce stade. Les efforts devaient être concentrés sur l'élaboration d'un compromis autour du texte du Président, tout en ménageant la possibilité de mener ultérieurement d'autres négociations pour clarifier et améliorer le Mémorandum d'accord. S'agissant des propositions intégrées au texte mais exigeant de nouvelles discussions techniques, la délégation norvégienne était disposée à collaborer étroitement avec les autres Membres et le Président afin de parvenir à un accord; elle ferait bientôt des suggestions de libellé à cet égard. Pour conclure, l'intervenant a dit que le texte du Président était équilibré et que la Norvège était disposée à l'accepter en tant que résultat des négociations.

15. Le représentant de Hong Kong, Chine a dit accueillir avec satisfaction le texte du Président, ajoutant que c'était un document équilibré qui tenait compte des vues exprimées par les Membres au cours des discussions. La délégation de son pays était disposée à accepter le texte, mais il fallait agir rapidement pour que le mandat confié par les Ministres puisse être respecté. Elle n'avait pas encore achevé l'analyse du texte mais pouvait se rallier à la plupart des propositions, notamment celles qui se rapportaient au traitement spécial et différencié pour les pays en développement, et ferait bientôt des suggestions de libellé et demanderait des clarifications sur certaines parties du texte. Sur la question

de savoir si une prorogation du mandat serait nécessaire, les vues de la délégation de Hong Kong, Chine rejoignaient celles du Chili. Il valait mieux engranger les résultats déjà obtenus car ils constituaient un ensemble crédible permettant de clarifier le Mémorandum d'accord et d'en améliorer le fonctionnement. S'agissant des propositions qui n'étaient pas prises en compte dans le texte du Président, l'intervenant a dit que la délégation de son pays abordait la question avec un esprit ouvert et qu'elle pouvait donner son accord pour des négociations ultérieures. Toutefois, il ne devait exister aucun lien entre des négociations futures et l'adoption du texte du Président avant la fin de mai 2003. Il importait de garder à l'esprit que la décision de poursuivre ou de ne pas poursuivre les négociations devait être prise soit par le CNC, soit par le Conseil général. Compte tenu des contraintes de temps, il était préférable que les Membres se concentrent sur le texte du Président afin de bâtir un consensus autour de ce texte.

16. Le représentant de la Malaisie a dit accueillir avec satisfaction le texte du Président, ajoutant que les décisions proposées étaient réalistes. Certes, l'ensemble proposé n'était pas parfait, mais la délégation de son pays était disposée à l'accepter. La délégation aurait toutefois voulu que le texte englobe certaines propositions, dont celle de la Malaisie, de l'Inde et d'un groupe de pays en développement sur l'interprétation du mot "demander" à l'article 13:1 du Mémorandum d'accord, de même que certains éléments de la proposition présentée conjointement par le Chili et les États-Unis. L'intervenant a dit, en outre, que le texte ne rendait pas fidèlement compte des propositions présentées par certains pays en développement, notamment celle qui se rapportait aux frais de procédure. Cette proposition était destinée à ne bénéficier qu'aux pays en développement mais compte tenu de la manière dont elle avait été rédigée, tous les Membres seraient admissibles pour ce qui était des frais de procédure. Il fallait donc affiner le libellé de la proposition pour qu'elle traduise l'intention de ses auteurs. De même, le libellé de certaines propositions devait être amélioré pour que la Malaisie puisse les accepter. Il était impératif que les Membres fassent preuve de souplesse pour que l'ensemble puisse être adopté à la fin du mois de mai. Les propositions qui n'étaient pas prises en compte dans le texte, pourraient faire l'objet de nouvelles discussions après l'achèvement des négociations relatives au Programme de Doha pour le développement. Pour ce qui concernait les propositions intégrées au texte mais exigeant de nouvelles discussions techniques, la délégation malaisienne était disposée à travailler d'arrache-pied avec les autres Membres pour faire en sorte qu'un accord intervienne avant le 28 mai sur le libellé approprié. Si un tel accord s'avérait impossible, la Malaisie était disposée à envisager une prorogation limitée du mandat de la Session extraordinaire, de manière à permettre l'achèvement des travaux. Le texte aurait dû être présenté plus tôt à l'examen des Membres. L'intervenant a invité le Président à clarifier sa déclaration introductive se rapportant au statut du texte. Cette déclaration avait créé l'impression que le texte n'était pas définitif. Pour sa part, la Malaisie estimait que le texte représentait le résultat des négociations.

17. Le représentant de l'Équateur a remercié le Président et le Secrétariat pour l'élaboration et la distribution du texte. Il a dit qu'à l'instar d'autres délégations, la délégation équatorienne aurait souhaité que le document soit distribué plus tôt pour que les Membres aient largement le temps de l'analyser. Il a invité le Président à clarifier sa déclaration introductive quant au désir de certains Membres de poursuivre les négociations sur les questions qui n'étaient pas prises en compte dans le texte. Une plus grande clarté s'avérait nécessaire en ce qui concernait l'objectif de l'exercice, et il a exhorté les Membres à faire preuve de souplesse pour que des avancées puissent être réalisées.

18. Le représentant de l'Argentine a dit accueillir le texte avec satisfaction, précisant qu'il était réaliste et fournissait une bonne base pour parvenir à un accord à la fin de mai 2003. La délégation de son pays approuvait largement de nombreux éléments du texte, même si elle avait des opinions divergentes sur certaines propositions. Il fallait encore travailler sur le texte avant la fin de mai. La délégation argentine partageait le point de vue selon lequel un accord conclu avant la fin de mai 2003 dynamiserait le fonctionnement du Mémorandum d'accord. Le Mémorandum avait généralement bien fonctionné, et il fallait s'assurer que tout amendement, quel qu'il soit, se traduirait par une amélioration réelle de son fonctionnement. Le texte proposé était prometteur à cet égard, et aucun

effort ne devait être épargné pour parvenir à un consensus avant la fin de mai 2003. La délégation argentine était disposée à travailler de manière constructive avec les autres Membres pour garantir la réalisation de cet objectif.

19. Le représentant du Pakistan a remercié le Président et le Secrétariat pour l'élaboration et la distribution du texte, qui semblait très réaliste et équilibré. Les autorités de son pays étaient en train d'analyser le document et, de ce fait, il formulerait seulement quelques observations préliminaires. La délégation pakistanaise était disposée à accepter le texte tout en étant consciente de la nécessité de poursuivre les travaux sur certains aspects. À cet égard, elle partageait les vues que venait d'exprimer la Malaisie quant à la proposition présentée par un groupe de pays en développement sur des questions telles que l'interprétation de l'article 13 du Mémorandum d'accord. En ce qui concernait la prorogation du mandat de la Session extraordinaire, la délégation pakistanaise, en tant que petite délégation aux ressources limitées, pouvait consentir à la prorogation du délai à condition que les négociations se concentrent sur le texte du Président. Elle partageait les préoccupations exprimées par certaines délégations, dont celles de l'Uruguay et de la Malaisie, à propos du statut du texte.

20. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a remercié le Président d'avoir élaboré le texte, ajoutant que ce dernier marquait clairement une étape nouvelle et importante dans les négociations. La délégation de son pays était d'accord pour dire que tout compte fait, le texte reflétait les résultats obtenus jusque-là dans les discussions. Bien que cet ensemble de résultats puisse paraître insuffisant pour certaines délégations, la Nouvelle-Zélande demeurerait persuadée qu'il fallait mettre de côté certaines propositions pour pouvoir réaliser des avancées, compte tenu, notamment, des contraintes de temps. La délégation néo-zélandaise attachait une importance particulière à certaines des propositions qui n'étaient pas prises en compte dans le texte du Président, notamment celles qui visaient à améliorer la transparence du système et, partant, sa crédibilité. Elle consentirait volontiers à une prorogation du délai si une telle mesure était nécessaire pour réaliser des avancées sur ces questions importantes. À cet égard, elle participerait volontiers à toute discussion portant sur la manière dont un tel processus pourrait être établi le moment venu. Toutefois, dans l'immédiat les efforts devaient se concentrer sur le texte. Les Membres devaient être réalistes quant aux résultats susceptibles d'être obtenus avant la fin de mai 2003. L'intervenant a réaffirmé l'opinion de la délégation de son pays à savoir qu'un ensemble de résultats comprenant, entre autres, les droits des tierces parties, le pouvoir de renvoi pour l'Organe d'appel et la question de la chronologie n'était pas insuffisant et constituerait une importante contribution au fonctionnement du Mémorandum d'accord. La délégation néo-zélandaise était disposée à travailler de manière constructive avec les autres délégations pour qu'un accord puisse être conclu sur le texte avant la fin de mai 2003.

21. Le représentant de la Suisse a dit accueillir le texte avec satisfaction, ajoutant que la délégation de son pays pouvait appuyer la plupart des décisions proposées. À l'instar d'autres délégations, la Suisse aurait aimé que le texte englobe certaines propositions qui revêtaient de l'importance pour elle et qui auraient pu renforcer le fonctionnement du Mémorandum d'accord. La délégation suisse était réaliste et elle appuyait les efforts déployés par le Président pour avoir un texte au propre au plus tard le 28 mai 2003. L'aboutissement des négociations relatives au Mémorandum d'accord stimulerait les négociations relatives au Programme de Doha pour le développement. La Suisse était consciente du fait que l'adoption du texte du Président ne comblerait pas toutes les lacunes et insuffisances du Mémorandum actuel; par conséquent, elle était en faveur de la prorogation du mandat pour les négociations. L'adoption du texte du Président ne devait pas être subordonnée à l'inclusion des propositions auxquelles certaines délégations attachaient de l'importance.

22. La représentante d'Israël a dit accueillir le texte avec satisfaction, ajoutant qu'avec ce texte, les Membres avaient réellement la possibilité de remplir le mandat confié par les Ministres 18 mois auparavant, à Doha, au Qatar. Après avoir analysé le texte, la délégation israélienne l'avait jugé équilibré et pouvait souscrire à la plupart de ses éléments. Elle ferait ultérieurement des observations sur certains aspects du texte. S'agissant de la note introductive du Président, elle était disposée à

travailler de manière constructive avec les autres délégations pour que les travaux portant sur les questions qui exigeaient de nouveaux travaux techniques puissent s'achever avant la fin de mai 2003. Au sujet de la prorogation du mandat de la Session extraordinaire, la délégation israélienne abordait la question avec un esprit ouvert et pouvait approuver la poursuite des négociations relatives au Mémorandum d'accord. Au cas où une décision positive serait prise à cet égard, Israël s'associait au point de vue exprimé précédemment, à savoir que les négociations devaient se situer en dehors de l'engagement unique et qu'elles ne devaient pas être liées aux négociations relatives au Programme de Doha pour le développement.

23. Le représentant de la Corée a remercié le Président et le Secrétariat d'avoir élaboré et fait distribuer le texte afin que soit rempli le mandat confié par les Ministres à Doha. De l'avis de la Corée, le Mémorandum d'accord avait très bien fonctionné et seuls les amendements nécessaires devaient y être apportés. Le niveau d'ambition dans les négociations devait donc être modeste. Il était réconfortant de voir un projet de texte après presque 15 mois de négociations. Le texte rendait fidèlement compte des vues exprimées par les Membres dans la mesure où il n'incluait que les propositions ayant reçu un large écho auprès de ces derniers durant les discussions, à savoir, entre autres, le renforcement des droits des tierces parties tant au stade du groupe spécial qu'à celui de l'Organe d'appel, l'amélioration des procédures des groupes spéciaux et de l'Organe d'appel, y compris la possibilité pour les parties de suspendre les procédures ou d'y mettre fin, l'amélioration de la phase de mise en œuvre, y compris la solution apportée à la question de la chronologie, l'attrait conféré à la compensation en tant que mode de réparation, ainsi que le renforcement des disciplines régissant les solutions convenues d'un commun accord. Le texte était complet et pouvait servir de base à un accord avant la fin de mai 2003. Il semblait toutefois qu'il faudrait davantage de temps pour le finaliser. Certaines propositions concernant, entre autres, le pouvoir de renvoi, l'instauration d'une phase de réexamen intérimaire dans le cadre des procédures de l'Organe d'appel et le traitement des renseignements commerciaux confidentiels, exigeaient un examen minutieux. Il restait à voir ce qui pouvait être convenu avant la fin de mai. En ce qui concernait la prorogation du mandat pour permettre la poursuite des négociations sur les questions qui n'étaient pas prises en compte dans le texte, la Corée avait l'esprit ouvert et pouvait approuver cette prorogation. Toutefois, aucun lien ne devait exister entre le résultat des négociations en cours et d'éventuelles négociations futures. La Corée était disposée à jouer un rôle constructif dans le processus et à apporter son concours sous toute forme possible.

24. Le représentant des États-Unis a remercié le Président et le Secrétariat pour le travail ardu qu'ils avaient accompli jusque-là dans les négociations. Il reconnaissait les défis que les Membres leur avaient lancés et appréciait leur disposition à relever ces défis. Il les a remerciés pour le projet de texte du Président, qui avait été distribué le vendredi précédent. Les États-Unis examinaient encore le texte et ne feraient à la réunion en cours que des remarques préliminaires. Leurs impressions générales étaient de trois ordres. Premièrement, ils plaçaient l'exercice en cours dans la perspective du fonctionnement futur du système. Ils convenaient avec le Président que pour l'essentiel, le Mémorandum d'accord avait bien fonctionné. Dans l'ensemble, ils craignaient que le Mémorandum révisé, proposé dans le texte, ne soit plus compliqué et plus difficile à appliquer et qu'il ne retarde le règlement des différends. Deuxièmement, il y avait, certes, des éléments prometteurs dans le texte, mais il y avait aussi des éléments qui étaient problématiques même pris isolément. En outre, il faudrait quelques-uns des composants des éléments figurant dans le texte pour que le Mémorandum puisse être amélioré. Troisièmement, les États-Unis relevaient dans le projet de texte bon nombre de nouvelles propositions de formulation. Des changements de formulation avaient été apportés à beaucoup d'endroits, même lorsqu'il n'y avait apparemment aucune intention de modifier le concept sous-tendant la proposition. Il fallait du temps pour examiner tout cela. En particulier, les nombreuses modifications apportées aux textes qui avaient été élaborés et longuement débattus avant même la conférence de Seattle engendraient de nouvelles questions et préoccupations. Il fallait du temps pour analyser ces modifications afin d'en cerner toutes les incidences et éviter de créer de nouveaux problèmes découlant de formulations imprécises. En fin de compte, chaque Membre aurait



à examiner l'ensemble des amendements pour décider, par lui-même, si cet ensemble constituait une amélioration du Mémorandum d'accord. À l'analyse, les États-Unis estimaient qu'il n'était pas évident que le projet de texte représenterait en définitive une amélioration par rapport au Mémorandum actuel, et ils avaient à cet égard plusieurs préoccupations précises. Le projet de texte semblait rendre les différends plus complexes et difficiles à gérer, avec des étapes plus nombreuses dans les procédures et des règles plus compliquées pour ces étapes. En outre, de nombreux différends concerneraient un plus grand nombre de tierces parties, ce qui laisserait moins de temps aux parties pour présenter leur argumentation durant les réunions. Les Membres lésés devraient attendre plus longtemps pour obtenir une éventuelle réparation – un calcul sommaire avait indiqué que cela pourrait prendre sept à neuf mois de plus. Durant ces mois supplémentaires, l'activité commerciale du Membre en question continuerait de subir le contrecoup de l'annulation et de la réduction des avantages auxquels il a droit.

25. L'intervenant a ajouté que les États-Unis ne voyaient guère d'amélioration en ce qui concernait la transparence des procédures de règlement des différends. Comme ils l'avaient indiqué dès le début des négociations, le renforcement de la transparence constituait pour le Mémorandum d'accord une amélioration importante et attendue de longue date. Une absence de transparence serait préjudiciable pour la viabilité à long terme du système. Les Membres seraient certainement disposés à apporter des améliorations dans ce domaine, même à titre provisoire. Par ailleurs, le projet de texte n'améliorait pas la flexibilité et n'aidait pas les Membres à renforcer leur capacité de régler les différends. Dans bon nombre de propositions, la question de savoir quel Membre aurait droit à un traitement particulier était appelée à devenir de plus en plus importante, voire cruciale. Or le texte ne fournissait aucune définition ou orientation additionnelle sur cette question. Les États-Unis croyaient comprendre que le Président proposait une approche selon laquelle les Membres adopteraient provisoirement un ensemble partiel avant la fin de mai tout en poursuivant les travaux sur les autres questions. Non seulement les États-Unis n'étaient pas certains qu'il faille inclure beaucoup plus d'éléments, mais cet ensemble de base n'entrerait en vigueur qu'après l'achèvement intégral des travaux. Les États-Unis avaient des questions au sujet de cette approche. Comme certaines délégations l'avaient fait observer, une modification apportée à une partie du Mémorandum d'accord pouvait affecter d'autres parties. Il paraissait donc probable qu'en poursuivant les travaux sur d'autres questions, les Membres seraient amenés à revoir des parties de tel ou tel ensemble provisoirement accepté. En outre, les États-Unis avaient de la difficulté à comprendre comment les Membres pourraient évaluer l'ensemble de base sans connaître les autres éléments qui pourraient être convenus. Au demeurant, ils reconnaissaient que ce texte était la première tentative visant à aider les Membres à conclure ces négociations, et ils étaient tout à fait conscients des nombreuses difficultés inhérentes à son élaboration. Il y avait dans le projet de texte des éléments qui pouvaient être élaborés plus avant, et ils étaient disposés à travailler dans ce sens. Les États-Unis se réjouissaient à la perspective de collaborer avec le Président et les autres Membres pour réaliser de nouvelles avancées dans les négociations. La question que les Membres devaient légitimement se poser était de savoir comment faire pour aller de l'avant, car l'on avait de plus en plus de mal à voir comment les travaux pourraient être achevés pour la fin du mois, même sur les éléments prometteurs du projet de texte. Les États-Unis admettaient que les travaux sur les éléments additionnels destinés à améliorer le Mémorandum d'accord devaient se poursuivre au-delà du mois de mai. Ils ont rappelé que la Déclaration ministérielle invitait simplement les Membres à "viser" à conclure un accord au plus tard à la fin de mai. Ils étaient disposés à faire preuve de souplesse sur la marche à suivre désormais. De plus, ils souhaitaient entendre les vues d'autres Membres sur le projet de texte et sur le meilleur moyen de poursuivre ces travaux.

26. La représentante de Singapour a remercié le Président et le Secrétariat d'avoir élaboré et fait distribuer le texte et a rappelé que la délégation de son pays avait déclaré, par le passé, qu'elle serait en faveur de l'adoption d'un ensemble crédible pour la fin de mai. Un examen rapide du texte avait indiqué que certains aspects étaient problématiques, mais tout compte fait, Singapour était disposée à l'accepter en tant que résultat des négociations. Certains éléments devaient être élaborés plus avant, comme le Président l'envisageait dans sa note introductive. Il était douteux que le travail restant

puisse être achevé avant la fin de mai. Comme la Malaisie, Singapour était disposée à accepter une prorogation limitée du mandat pour permettre l'achèvement des travaux. S'agissant de la possibilité de mener des négociations ultérieures sur les questions qui n'étaient pas prises en compte dans le texte, Singapour ferait preuve de souplesse mais il ne devrait exister aucun lien entre le résultat des négociations en cours et les négociations futures.

27. Le représentant de l'Indonésie a dit accueillir le texte avec satisfaction. La délégation de son pays étudiait encore le texte et il ne formulerait donc que des observations préliminaires. Dans l'ensemble, le texte était équilibré et constituait une bonne base pour parvenir à un accord avant la fin de mai. Le Mémoire d'accord avait généralement bien fonctionné depuis son entrée en vigueur et n'avait pas besoin d'être révisé; les modifications devaient être aussi modestes que possible. Dans cette optique, l'Indonésie croyait fermement que le texte du Président représenterait une contribution positive au fonctionnement du Mémoire d'accord. Certains Membres auraient voulu que le texte soit beaucoup plus ambitieux, mais il fallait se rappeler que des améliorations modestes étaient préférables à l'absence d'améliorations. Rien ne garantissait qu'une prorogation du mandat permettrait un accord sur un ensemble de résultats complet. Les positions des Membres sur certaines questions étaient si éloignées qu'on voyait difficilement comment elles pourraient être rapprochées dans un proche avenir. L'Indonésie, qui n'utilisait pas fréquemment le système de règlement des différends, souhaitait un renforcement des dispositions relatives au traitement spécial et différencié, de manière à permettre aux pays en développement de participer plus efficacement au système, et accueillait donc avec satisfaction les dispositions contenues à cet égard dans le texte du Président. Elle se réjouissait aussi de l'inclusion de certaines propositions visant à résoudre la question de la chronologie et à renforcer les droits des tierces parties tant au stade du groupe spécial qu'à celui de l'Organe d'appel. S'agissant de la possibilité d'une prorogation du mandat, l'Indonésie pouvait consentir à une prorogation pour négocier sur les questions non incluses dans le texte, mais aucun lien ne devait exister entre les négociations en cours et toutes négociations futures. Il serait peut-être approprié de demander l'avis des Ministres quant à la question de savoir s'il fallait ou non proroger le mandat. L'intervenant a exhorté les Membres à faire preuve de souplesse et d'une plus grande disposition à tenir compte des intérêts des autres Membres pour que des avancées puissent être réalisées.

28. Le représentant du Brésil a dit accueillir le texte avec satisfaction, ajoutant que c'était une bonne base pour parvenir à un accord à la fin de mai. Il était tout à fait naturel que le document ne réponde pas aux attentes de tous les Membres, compte tenu des différents niveaux d'ambition. L'ensemble de résultats était substantiel et pouvait apporter une importante contribution au fonctionnement du Mémoire d'accord. Le Brésil espérait qu'un consensus pourrait se dégager à la fin de mai ou peu après. Passant au contenu du texte, l'intervenant a dit que le Brésil se réjouissait de constater que la plupart des propositions qu'il appuyait avaient été prises en compte. Il s'agissait, entre autres, des propositions concernant la chronologie, le renforcement des droits des tierces parties, l'amélioration de la transparence à certains égards, le pouvoir de renvoi, la compensation et la période de validité des consultations. Malgré ces éléments positifs, le texte comportait aussi quelques aspects problématiques. Plusieurs éléments devaient être affinés pour pouvoir contribuer de manière positive au fonctionnement du Mémoire d'accord. Le Brésil n'était pas convaincu de la nécessité d'instaurer une phase intérimaire dans les procédures de l'Organe d'appel. Cette proposition nécessitait un examen attentif, tout comme celle relative au pouvoir de renvoi pour l'Organe d'appel. Le motif qui sous-tendait la proposition relative à la compensation était attrayant, mais il était difficile de voir comment le mécanisme fonctionnerait dans la pratique. Les détails, tels que définis dans le texte, appelaient une réflexion plus approfondie. Le Brésil partageait aussi les préoccupations exprimées par certains Membres sur la question des frais de procédure. Il aurait voulu que le texte englobe certaines propositions qui auraient amélioré sensiblement le fonctionnement du système de règlement des différends et avaient semblé susciter un large soutien durant les discussions. La portée du texte était satisfaisante car le but des négociations consistait simplement à améliorer et à clarifier le Mémoire d'accord et non à le remanier complètement. Le Brésil était disposé à approuver une prorogation limitée du mandat pour poursuivre les travaux techniques sur le texte, mais il avait des

doutes sérieux sur l'utilité d'une prorogation qui aurait pour but de permettre la poursuite des négociations sur les propositions qui n'étaient pas prises en compte dans le texte. Certaines de ces questions faisaient l'objet d'opinions nettement divergentes, et jusque-là leurs auteurs n'étaient pas parvenus à convaincre la grande majorité des Membres de la valeur de leurs propositions; il était donc peu probable qu'un accord puisse être forgé autour de ces propositions dans un proche avenir. Il valait peut-être mieux traiter ces questions à une étape ultérieure pendant les négociations relatives au Programme de Doha pour le développement ou même après leur conclusion, pour donner aux Membres davantage de temps pour réfléchir. L'intervenant a réaffirmé le soutien de son pays en faveur du texte, ajoutant que le Brésil était disposé à apporter toute l'aide qu'il pourrait pour faire progresser les négociations.

29. Le représentant de l'Inde a dit qu'il accueillait le texte avec satisfaction et que la délégation de son pays était prête à l'accepter comme base en vue d'un accord à la fin de mai. La délégation indienne était toutefois déçue de constater que le texte n'englobait pas certaines des propositions présentées par un groupe de pays en développement, y compris sa propre proposition. Elle souscrivait à cet égard à la déclaration faite par la Malaisie. Il aurait par ailleurs été préférable que le texte contienne certains éléments de la proposition mexicaine qui traitaient certains des problèmes fondamentaux auxquels le Mémoire d'accord était confronté. La délégation indienne souscrivait également au point de vue selon lequel il incombait aux Membres d'évaluer soigneusement les incidences juridiques et pratiques de l'ensemble de résultats avant de présenter une position définitive. Faute d'une telle évaluation, il était à prévoir que des différends surviendraient inévitablement à l'avenir quant à la portée du mandat. Il était impératif de définir avec une clarté absolue ce qui serait convenu au terme du processus. Les autorités indiennes analysaient le texte et communiqueraient bientôt leurs observations détaillées sur certains aspects de ce dernier. L'intervenant a demandé des précisions sur la distinction faite entre les propositions figurant entre crochets dans le texte et les propositions n'y figurant pas entre crochets. La délégation indienne avait de sérieuses difficultés conceptuelles à l'égard de certaines des propositions ne figurant pas entre crochets et souhaiterait pouvoir exprimer ses vues sur des aspects spécifiques du texte dans le cadre d'une réunion formelle. Contrairement à l'impression créée, il restait encore un travail considérable à effectuer avant que le texte ne puisse être considéré comme étant sous sa forme finale et largement acceptable pour les Membres. L'intervenant a invité le Président à garder à l'esprit les autres activités tout aussi importantes qui se déroulaient au sein de l'OMC avant de programmer des réunions avant la fin de mai. En ce qui concernait la possibilité de négociations ultérieures sur les questions non incluses dans le texte, il a dit que la délégation de son pays réfléchissait à la question et ferait part de ses remarques à une date ultérieure, en tenant compte des suggestions faites par d'autres délégations.

30. Le représentant du Paraguay a remercié le Président et le Secrétariat d'avoir élaboré et fait distribuer le document et a dit que certains éléments exigeaient un examen plus poussé. Le Paraguay avait toujours été en faveur de la transparence dans les négociations et souhaitait être invité, à l'avenir, à toutes les réunions du groupe de négociation. Il pouvait approuver la prorogation du mandat pour permettre l'achèvement du travail technique sur certains des éléments proposés.

31. La représentante du Taipei chinois a dit qu'elle accueillait le texte avec satisfaction et que la délégation de son pays était prête à l'accepter en tant que résultat des négociations à la fin de mai. La délégation du Taipei chinois partageait les vues exprimées par Hong Kong, Chine, Singapour et d'autres délégations. Elle était disposée à approuver une prorogation du mandat pour permettre la poursuite des travaux techniques sur certains éléments du texte proposé.

32. Le représentant d'Haïti a remercié le Président et le Secrétariat d'avoir élaboré et fait distribuer le texte; comme le texte était actuellement analysé par le Groupe des PMA, il formulerait quelques observations préliminaires. Ce texte semblait constituer une bonne base pour parvenir à un accord avant la fin de mai, même s'il fallait travailler encore pour remplir le mandat confié par les

Ministres. Il a dit que le Groupe des PMA était déterminé à jouer un rôle constructif dans le processus, pour que les négociations progressent sensiblement.

33. Le représentant du Canada a dit que la délégation canadienne accueillait le texte avec satisfaction; étant donné que la délégation avait reçu le texte récemment, il ne ferait que des remarques préliminaires. Le texte reprenait des propositions, dont celles relatives à la chronologie et aux droits des tierces parties, qui avaient rallié un large consensus durant les discussions. Le Président méritait d'être félicité pour avoir aidé les Membres à atténuer leurs divergences sur ces questions. S'agissant des autres propositions, y compris celles figurant entre crochets dans le texte, la délégation canadienne était disposée à collaborer avec les autres Membres pour réaliser des avancées substantielles d'ici la fin de mai. Elle était même prête à poursuivre les travaux au-delà du 31 mai pour parvenir à des améliorations significatives sur un certain nombre de questions, y compris la protection des renseignements commerciaux confidentiels, l'amélioration de la transparence et le pouvoir de renvoi pour l'Organe d'appel.

34. Le représentant de la Jordanie a remercié le Président et le Secrétariat d'avoir élaboré le texte et a dit que ce dernier contenait des éléments qui permettraient d'améliorer le fonctionnement du Mémorandum d'accord. La délégation jordanienne partageait cependant le point de vue selon lequel une évaluation exhaustive s'imposait pour mesurer les incidences juridiques et pratiques potentielles du texte. Il serait nécessaire, par exemple, de déterminer si le texte permettrait de résoudre certains des problèmes pressants auxquels le système de règlement des différends était confronté. Étant donné l'immensité de la tâche à accomplir, une prorogation du délai pouvait s'avérer inévitable. La Jordanie était disposée à approuver une prorogation du mandat et elle exhorterait les autres Membres à faire de même. Au moment de demander la prorogation du mandat au CNC ou au Conseil général, il serait utile que la demande soit accompagnée d'un texte au propre. Les travaux complémentaires devaient s'achever dans un délai restreint, afin que les résultats demeurent en dehors de l'engagement unique. L'intervenant a dit que la Jordanie était disposée à jouer un rôle constructif dans la suite du processus.

35. La représentante du Japon a remercié le Président et le Secrétariat d'avoir élaboré et fait distribuer le texte et a dit qu'à ce stade elle formulerait seulement des observations préliminaires car les autorités de son pays étaient en train d'analyser le document. Le texte reprenait des propositions qui avaient suscité un large soutien durant les négociations. Il serait toutefois nécessaire de procéder à une évaluation minutieuse pour déterminer les incidences juridiques et pratiques du texte. Certains concepts appelaient des clarifications supplémentaires tandis que d'autres devaient être affinés pour devenir globalement acceptables pour les délégations. Le Japon avait des difficultés conceptuelles à l'égard de certaines des propositions et il en ferait état lorsque la réunion passerait en mode informel. Quant à la possibilité d'un accord sur un ensemble provisoire d'ici au 28 mai, la délégation japonaise appréciait tous les efforts déployés par le Président à cet égard mais souhaitait discuter et réfléchir davantage sur certains détails techniques et en évaluer les incidences.

36. La représentante de Cuba a remercié le Président et le Secrétariat d'avoir élaboré le texte, lequel constituait une bonne base pour parvenir à un accord à la fin de mai. La délégation cubaine aurait toutefois aimé que le texte contienne davantage de dispositions relatives au traitement spécial et différencié pour les pays en développement, pour faciliter l'accès de ces pays au système de règlement des différends et leur permettre d'y recourir davantage. Les autorités cubaines examinaient le texte et formuleraient à une étape ultérieure des observations sur certains aspects spécifiques. Elles feraient aussi état des incohérences entre les versions anglaise et espagnole du texte. Quant à la possibilité d'une prorogation du mandat pour une durée limitée, la délégation cubaine y était favorable, car il faudrait encore du temps pour travailler sur les aspects techniques de certaines propositions et aussi pour évaluer les incidences du texte. L'intervenante a instamment invité le Président à tenir compte de la situation particulière des petites délégations avant de prendre une décision sur un calendrier de réunions.

37. Le représentant de la Bulgarie a remercié le Président pour le dévouement avec lequel il s'investissait dans les négociations, ajoutant qu'il formulerait seulement des remarques préliminaires sur le texte puisque les autorités de son pays n'en avaient pas encore achevé l'examen. La délégation bulgare pourrait probablement approuver la plupart des propositions même si certaines posaient problème. Quant à la prorogation du mandat, elle était disposée à l'envisager. Sur la question de la portée du texte, l'intervenant ne pouvait préjuger de la position qui serait prise par les autorités de son pays. Par conséquent, il n'était pas en mesure de dire si sa délégation pourrait ou non accepter le texte comme base d'un accord pour la fin de mai. Il a toutefois rappelé que la Bulgarie avait toujours affirmé qu'elle souhaitait voir une masse critique d'améliorations avant de pouvoir accepter un accord quelconque. Un accord global était préférable car, selon les procédures constitutionnelles de la Bulgarie, chaque accord devrait recevoir l'approbation du Parlement. Il a donné l'assurance que la Bulgarie était disposée à jouer un rôle constructif dans le processus afin de garantir le succès des négociations.

38. Le représentant de la Chine a remercié au nom de la délégation chinoise le Président et le Secrétariat d'avoir élaboré et fait distribué le texte; il ne ferait que des remarques préliminaires car les autorités de son pays examinaient le texte. Ce texte était globalement acceptable pour la Chine et il ne faudrait ménager aucun effort, dans le peu de temps qu'il restait, pour atténuer les divergences de position entre les Membres sur certaines questions. Une lecture attentive du paragraphe 30 de la Déclaration ministérielle de Doha semblait indiquer que l'intention des Ministres était que les négociations produisent des résultats complets et non des résultats provisoires. De ce point de vue, il paraissait préférable de déployer tous les efforts nécessaires pour remplir le mandat confié par les Ministres en tenant compte des préoccupations et des intérêts de tous les Membres, notamment des pays moins avancés et des pays en développement. La Chine était disposée à jouer un rôle constructif dans le processus, de manière à garantir le succès des négociations.

39. La représentante de l'Australie a remercié le Président et le Secrétariat d'avoir élaboré et fait distribuer le texte sur lequel elle ferait quelques remarques préliminaires. Il fallait encore travailler ce texte pour garantir sa cohérence et s'assurer que tous les éléments du Mémorandum d'accord fonctionnaient ensemble comme ils le devraient. Le Mémorandum d'accord avait bien fonctionné et toute modification, quelle qu'elle soit, devait être faite avec le plus grand soin. Dans cette optique, l'Australie était disposée à envisager une prorogation de l'échéance de mai si c'était la mesure nécessaire pour parvenir à un accord sur un ensemble approprié d'améliorations et de clarifications. On pouvait se demander si les modifications proposées dans le texte amélioreraient réellement le fonctionnement du Mémorandum d'accord. L'Australie partageait le point de vue selon lequel certaines modifications pouvaient rendre le processus plus complexe et plus lourd qu'il ne l'était déjà. Le texte relatif à la chronologie, par exemple, était compliqué et plus détaillé qu'il ne le fallait pour résoudre le problème. L'intervenante avait des doutes quant à l'utilité d'un accord sur un résultat partiel à ce stade, car un tel accord pouvait rendre difficile toute évaluation globale de l'ensemble complet et réduire la souplesse dont les Membres auraient autrement pu faire preuve. La délégation australienne était d'accord avec les Membres qui avaient affirmé qu'il fallait examiner soigneusement les moyens de faire avancer le processus. Elle se réjouissait à la perspective de poursuivre les discussions sur le texte dans les jours à venir.

40. Le Président a remercié les délégations pour leurs généreuses remarques et a dit qu'il tenterait de répondre à certaines d'entre elles. Il y avait des nuances dans les évaluations faites par les délégations, mais on pouvait dire que dans l'ensemble le texte était acceptable pour bon nombre de délégations comme base pour parvenir à un accord à la fin de mai. Il était parfaitement compréhensible que certaines délégations n'aient fait que des remarques préliminaires sur le texte. Certaines des questions traitées dans le texte étaient complexes, et il était normal que des délégations aient besoin de davantage de temps pour en évaluer les incidences. Si l'on voulait parvenir à un accord à la fin de mai, les délégations allaient devoir travailler avec efficacité et rapidité. Il serait peut-être utile que les délégations se réunissent en mode informel pour discuter plus avant du texte.

Une telle réunion devrait s'avérer utile car les délégations pourraient poser des questions et clarifier leur position sur certains aspects du texte. Les points de vue les plus divers avaient été exprimés quant au travail qui devait être accompli avant la fin de mai et quant au statut du résultat qui découlerait de ce processus. Certaines observations étaient très utiles et il y réfléchissait davantage pour voir quels enseignements en tirer. Au lieu de se lancer dans un véritable débat pour savoir si le texte devait constituer un résultat partiel ou provisoire, il valait mieux que les délégations se concentrent sur le texte tel qu'il était, avec toutes ses insuffisances et tous ses problèmes, et qu'ils explorent la possibilité de forger un consensus autour de ce texte.

41. En réponse à certaines observations des délégations, le Président a rappelé que dans la note introductive du texte, il avait déclaré que certaines propositions appelaient d'autres travaux techniques et qu'il ne serait peut-être pas possible d'achever ces travaux pour la fin de mai. Par ailleurs, certaines délégations avaient indiqué que si les négociations ne se poursuivaient pas sur certaines questions non incluses dans le texte, elles ne seraient pas favorables à l'adoption du texte à la fin de mai. Parmi les questions qui exigeaient des clarifications ou des travaux techniques additionnels figuraient les renseignements commerciaux confidentiels et les frais de procédure. Si les Membres le souhaitaient, ils pouvaient à ce stade forger un accord sur les concepts sous-jacents puis continuer à travailler sur les détails ou confier cette responsabilité à l'ORD. S'agissant du lien entre la poursuite des négociations sur les questions non incluses dans le texte et l'adoption du texte à la fin de mai, le Président était conscient de l'importance que certaines propositions revêtaient pour leurs auteurs et il suggérerait que la Session extraordinaire en tienne dûment compte.

---